



COOPÉRATION MONDIALE JUILLET 2005

Dans cette édition

**Financement du Développement : Dialogue lors de l'Assemblée Générale des NU
Dimension Sociale de la Mondialisation
Les Résultats du G8
Prévention des Conflits Armés et Construction de la Paix
Nouvelles Publications de l'IRNUDS
Conférences**

Financement du Développement : Dialogue lors de l'Assemblée Générale des NU

Le Président Régional de l'ICSW pour le Centre et l'Ouest de l'Afrique, Charles Abbey, a été invité en tant que participant de la société civile à la table ronde des NU en juin 2005. Le thème était "Mobilisation des Ressources Financières Nationales pour le Développement".

Trente-cinq États Membres, sept organisations inter-gouvernementales, trois représentants de la société civile et trois représentants du secteur de l'entreprise ont participé à la table ronde.

Charles Abbey a demandé à la table ronde de tenir compte des enfants, de la jeunesse et des personnes handicapées, qui constituent presque 60% de la population en Afrique Subsaharienne. Leur accès à une instruction abordable et de qualité a subi des revers et continue d'en subir à un rythme alarmant. De même, ils n'ont pas accès à des services sanitaires de qualité et abordables. Ces facteurs, alliés aux politiques commerciales défavorables et au chômage, ont poussé de nombreux citoyens d'Afrique Subsaharienne à chercher divers moyens d'émigrer dans l'Ouest. Ils sont devenus vulnérables aux chefs militaires et maîtres de guerre qui les utilisent, ou plutôt abusent d'eux en tant qu'armes de violence dans des guerres sans fin dans cette sous-région. Charles Abbey a conclu qu'une instruction de qualité et des services sanitaires de qualité sont vitaux pour le développement individuel et national.

Cette présentation a trouvé un écho lors de la Couverture des Rencontres de l'Assemblée Générale, 108^{ème} et 109^{ème} Réunions Plénières, GA/10366, 28 juin 2005.

<http://www.un.org/News>

Charles Abbey soutient les organisations non gouvernementales au Ghana et dans la sous-région afin d'aborder les Documents relatifs à la Réduction de la Pauvreté. Il projette de faciliter les discussions à venir sur le financement du développement et sur d'autres problèmes. L'objectif principal est de faire en sorte que les organisations non gouvernementales et les organisations de la société civile s'engagent auprès de leurs gouvernements. Un symbole de réussite sera l'inclusion des représentants de la société civile dans les délégations gouvernementales des NU et d'autres organes régionaux comme la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest.

La Dimension Sociale de la Mondialisation

En février 2004, le rapport de la Commission Mondiale sur la Dimension Sociale de la Mondialisation a été publié. Un rapport de suivi a été publié par l'OIT en novembre 2004. Ce rapport, intéressant au plus haut point, peut être trouvé à :

<http://www.ilo.org/public/english/standards/relm/gb/docs/gb291/pdf/sdg-1.pdf>

Le code du document est GB.291/WP/SDG/1. La Présidente de la Finlande, Tarja Halonen, et Vice-Présidente de la Commission Mondiale, a mentionné le rapport lors de la récente rencontre des NU pour le développement. Elle a affirmé : "L'État-nation a toujours été l'acteur le plus important de la mondialisation, alors que le multilatéralisme efficace et les règles conjointement établies étaient vitaux à l'effort pour minimiser ses inconvénients, et la responsabilité sociale des entreprises dans la mondialisation devrait être mise en avant plus nettement".

<http://www.un.org/docs/ecosoc/meetings/2005/hl2005/>

La Présidente Halonen en a appelé à une mondialisation plus équitable et viable, dans le but d'atteindre les objectifs de diminution de la pauvreté et de réforme institutionnelle, qui feront l'objet principal de la rencontre des NU en septembre 2005.

http://www.un.org/ga/59/hl60_plenarymeeting.html

Les résultats du G8

Les résultats de la réunion du G8 à Gleneagles sont troublants. Comme il y avait beaucoup de tapage, il est difficile de savoir ce qui a été atteint. L'une des analyses les plus réfléchies et utiles provient de l'Institut de Développement d'Outremer (IDO) du Royaume-Uni. L'IDO a rendu compte d'une importante concession du G8 : "C'est aux pays en développement eux-mêmes et à leurs gouvernements d'assumer le premier rôle pour ce qui est du développement. Ils ont besoin de décider, programmer et prodiguer leurs politiques économiques de sorte qu'elles cadrent avec leurs propres stratégies de développement, et ils devraient en être responsables face à tout le monde". Ceci était une importante concession du G8, et ses membres devraient utiliser le pouvoir que leur confère le vote au Fonds Monétaire International et à la Banque Mondiale, pour s'assurer qu'il les traduit bien en action sur le terrain dans les pays africains. La seule condition qui devrait être imposée à l'aide et au soulagement de la dette est que les gouvernements nationaux devraient rendre compte aux habitants de leurs pays de la manière précise dont ils ont dépensé l'argent chaque année.

l'IDO a souligné la complexité des problèmes liés à l'annulation de la dette nationale, le redoublement de l'aide et le commerce équitable. L'IDO a demandé : "est-il possible que le simple fait de doubler l'aide en Afrique puisse faire plus de mal que de bien ? Est-il concevable que le fait d'annuler à 100% la dette de l'Afrique puisse ne pas représenter

beaucoup plus qu'un exercice comptable ? Est-ce que le commerce libre et équitable constitue une condition suffisante pour que les pays africains financent leur développement, ou existe-t-il d'autres facteurs à prendre en compte ?"

L'IDO a mis en ligne un site pour répondre à ces questions et à d'autres, <http://odihpn.org/cs/blogs/2005/>

Observation : L'Institut de Développement d'Outremer se décrit comme une "cellule de réflexion essentielle au Royaume-Uni sur les problèmes humanitaires et de développement. Plus de 60 experts de l'IDO se livrent à des recherches à la pointe et des pensées critiques sur les questions brûlantes du jour".

Prévention des Conflits Armés et Construction de la Paix

Les extraits suivants proviennent du message du Secrétaire Général des NU à la Conférence Mondiale sur le Rôle de la Société Civile dans la Prévention des Conflits Armés et la Construction de la Paix, juillet 2005.

"Il n'existe pas d'objectif plus important que la prévention des conflits armés. Cet appel est encore plus pressant aujourd'hui, en raison de la nature rapprochée des menaces actuelles. Dans le monde, le trio pauvreté, maladie et guerre crée un cycle mortel. La violence civile, les violations des droits de l'homme et la pauvreté rendent les États faibles vulnérables au crime organisé international, au terrorisme et au trafic illégal d'êtres humains, de drogues et d'armes.

C'est pourquoi il est impératif de mettre en œuvre une coopération internationale soutenue pour aborder toutes les menaces actuelles. Ceci exigera que nous agissions sur plusieurs fronts.

Tout d'abord, nous devons accepter le développement comme une base indispensable lors de nos efforts de prévention des violents conflits. Sans cela, les États n'auront pas la capacité d'exercer leur responsabilité souveraine, de s'affranchir des modèles endémiques de conflit et de construire une paix durable. Atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire fait donc partie intégrante de notre mission. Je suis encouragé par les récents engagements de l'Union Européenne et du Groupe des Huit, et j'attends que les dirigeants soutiennent ce progrès lors du Sommet Mondial de septembre.

Les organisations de la société civile ont un rôle de plus en plus important à jouer, en s'assurant que les États sont capables d'intégrer et de faire un bon usage de l'aide au développement, particulièrement lorsque les institutions d'état ont été sévèrement compromises par les conflits. Un défi vital consiste à équilibrer les propositions de services essentiels tout en construisant simultanément une capacité d'état viable à long terme.

Ensuite, nous avons besoin de travailler ensemble plus efficacement, à l'échelle mondiale, afin d'infléchir l'accumulation et la prolifération des principaux instruments de la plupart des violents conflits : petites armes et armement léger. Dans ce cas, il est essentiel de mieux appliquer l'embargo sur les armes, de renforcer les programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et de créer des instruments efficaces afin de réglementer la localisation et le suivi, et de combattre les négociations illégales. J'applaudis la maîtrise et la coordination remarquables dont ont fait preuve les organisations de la société civile en ce domaine, et vous demande instamment de continuer de soutenir la progression de l'accord.

Troisièmement, nous avons besoin de renforcer la capacité des Nations-Unies, des organisations régionales et de la société civile dans le domaine de la diplomatie préventive et de la médiation. Au cours des 15 dernières années, les NU ont fait un grand pas en avant pour ce qui est de la médiation. Au cours de cette période, plus de guerres civiles se sont achevées grâce à la médiation qu'au cours des deux siècles précédents. Ceci est dû en grande partie au fait que les NU ont procuré des dirigeants, des possibilités de négociation, une coordination stratégique ainsi que les instruments appropriés pour mettre en œuvre des accords de paix. J'espère que lors du Sommet de septembre, les dirigeants accepteront de suivre cette voie.

J'attends de la société civile qu'elle se comporte comme notre partenaire en aidant à neutraliser les conflits potentiels. Comme nous l'a enseigné l'expérience, vous serez plus efficace en agissant conjointement avec les acteurs bilatéraux et intergouvernementaux – et entre vous.

Quatrièmement, nous avons besoin de voir clair dans les accords de paix que nous aidons à mettre en place, afin de nous assurer qu'ils ne se soldent pas par un échec et ne génèrent pas une violence accrue. Bien trop souvent, lorsque les soldats de la paix quittent un pays, le Conseil de Sécurité perd le contrôle sur ce pays. Dans ce domaine, le système des NU et la communauté internationale dans son ensemble travaillent sans la coordination et les ressources nécessaires à la construction de la paix. Les récentes expériences nous montrent que presque la moitié des pays qui sortent de la guerre retombent dans la violence au bout de cinq ans. Les conséquences tragiques ont été par trop évidentes, que ce soit en Angola, en République Démocratique du Congo, Haïti, Libéria et Rwanda. Si des accords de paix ont été mis en œuvre avec succès dès le début dans seulement deux de ces pays déchirés par la guerre – Angola et Rwanda – nous avons peut-être évité des millions de morts.

J'espère que l'instauration d'une Commission de Construction de la Paix, qui conseillera et promouvra des stratégies globales, nous aidera à l'avenir à prévenir de telles tragédies. De même que les organisations de la société civile, vous avez un rôle crucial à jouer. Vous êtes très bien placé pour faciliter la résolution des conflits locaux, pour mobiliser les aides publiques à l'instauration de la paix, pour soutenir le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants, prôner les droits de l'homme et rétablir la vérité pour encourager la réadaptation et la réconciliation.

Nouvelles publications de l'IRNUDS

Politique Sociale et Développement Économique dans les Pays Nordiques. Cet ouvrage analyse les relations entre la politique sociale et le développement dans les Pays Nordiques dans une perspective de comparaison. Il identifie les moteurs du développement du modèle de bien-être nordique et les problèmes et dilemmes auxquels ce modèle est actuellement confronté. Ce livre attire l'attention sur le rôle de l'État et des ONG.

<http://www.unrisd.org/80256B3C005BF3C2/setLanguageCookie?OpenAgent&langcode=en&url=/80256B3C005BCCF9/search/B7F26302074B7673C125703B00323CBD?OpenDocument>

Conférences

ICSW – 32^{ème} Conférence Internationale sur le Bien-être Social, du 16 au 20 juillet 2006

Brasilia, Brésil

Thème : Inclusion Sociale : affronter la pauvreté et les inégalités sociales.

D'autres thèmes comprendront la Pauvreté et l'Inégalité dans un Siècle de Pertes et de Stratégies pour le Développement de l'Homme.

Pour de plus amples informations, consultez le site <http://www.cbciss.icsw32.org/>

Le contenu de Coopération Mondiale peut être librement reproduit ou cité, pourvu que la source en soit mentionnée. Les avis exprimés dans cette publication ne sont pas nécessairement ceux de l'ICSW.

Editeur : Denys Correll

Collaborateur à cette édition : Charles Abbey

Coordonnées détaillées de l'ICSW

Site Web : www.icsw.org Email icsw@icsw.org

Bureau Central :

Conseil International pour le Bien-Être Social

C/O NIZW International Centre

P.O. Box 19152

3501 DD Utrecht

Pays-Bas

Tel 31 30 2306 336 Fax 31 30 2306 540

Présidente : Solveig Askjem

Trésorier : Christian Rollet

Directeur Exécutif : Denys Correll